

L'Afghanistan en 2014 : entre espoir et changements...

Autor(en): **Dupuy, Emmanuel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2013)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-514798>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



L'auteur (à droite) durant sa rotation en Afghanistan.

International

L'Afghanistan en 2014 : entre espoir et changements...

Emmanuel Dupuy

Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE). Il a été Conseiller politique (POLAD) de la Task Force Lafayette en Kapisa et en Surobi entre février et juillet 2011

L'élection présidentielle afghane qui devrait voir la succession du président Karzai enfin engagée aura bien lieu en avril 2014. Selon la Constitution de 2004 ce dernier, qui termine son troisième mandat consécutif, ne peut plus se représenter. Reste à savoir qui sera son successeur ?¹

Plusieurs noms circulent, parmi lesquels celui de l'ancien ambassadeur américain à Kaboul Zalmay Khalilzad, l'ancien ministre de l'Intérieur Ahmad Jalali ou encore l'actuel « chef d'orchestre » du processus de transition, l'universitaire Ashraf Ghani, qui préside aux destinées du Joint Afghan Nato Inteqal Board (JANIB) : tous les trois ont cette particularité de détenir ou d'avoir bénéficié de la double nationalité afghano-américaine !

Dès lors, reste aussi à savoir si « l'heureux élu » sera « adoubé » - comme en 2001, 2004 et 2009, par les Etats-Unis et la communauté internationale, sur fond de lutte commune contre le terrorisme djihadiste -, ou si un profil plus « local » correspondant plus aux aspirations des Etats voisins (notamment le Pakistan, l'Iran, l'Inde, la Chine et la Russie), aura l'occasion d'émerger.

Ces nations, désireuses de voir les forces de l'OTAN quitter la région et l'Afghanistan trouver sa place dans le « Très Grand Jeu » d'Asie centrale joueront un rôle pivot à partir de 2014, tant au niveau de la reconstruction que du processus de réconciliation.

L'enjeu de la transition, bien que localement gagé sur le retour de la sécurité au quotidien, sera avant tout conditionné par la capacité à assurer une succession acceptable au président, Hamid Karzai, que la Constitution de 2004 empêche de briguer un troisième mandat et ce, par le plus grand nombre d'Afghans. Dure gageure...

Vers une normalisation de la vie politique afghane ?

La perspective des futures élections présidentielles (avril 2014), législatives et locales (mai 2015) semble

néanmoins aussi offrir un nouveau paysage politique afghan autour de coalitions politiques multi-ethniques.

Il en va ainsi de responsables politiques tadjiks et ouzbeks, qui se sont rassemblés sous la bannière du « Front national du Nord » créée en janvier 2012 autour de Ahmad Zia Massoud, ancien vice-président d'Hamid Karzai et frère d'Ahmad Shah Massoud, du leader ouzbek Abdul Rashid Dostum, du chef hazara du parti Shia Hezb-e Wahdat, Haji Mohammad Mohaqiq et d'Amrullah Saleh, l'ancien chef des services de renseignement afghans (NDS).

Il en va de même avec la coalition « Espoirs et Changements » lancée en mai 2011 autour d'Abdullah Abdullah, l'ancien ministre des Affaires étrangères et vaincu « honorable » du dernier scrutin de 2009, fort de plus de 32 % des voix afghanes.

Une autre piste sérieuse semble également devoir faire son chemin, celle d'une sorte de « triumvirat » exécutif - autour d'un Président flanqué de deux vice-présidents - associant de facto Salahuddin Rabbani, fils de l'ancien président de la République, Burhanuddin Rabbani, décédé en septembre 2011 dans un attentat suicide ; le patron du JANIB, l'universitaire, Ashraf Ghani ; tous deux rejoints par l'actuel 2^e Vice-président Karim Khalili, et véritable leader de la communauté hazara.

La tenue, dans la première partie du mois de février, du Congrès du parti afghan le plus structuré, le Jamiat-e-Islami, que le père de Salahuddin, Burhanuddin Rabbani a dirigé de 1968 jusqu'à son décès en 2011, devrait voir ré-émerger une force politique « robuste » dont la structuration, l'homogénéité territoriale et la discipline constitueront sans conteste un avantage pour celui qui en disposerait...

Ce scénario « normalisé » aurait aussi l'insigne avantage, d'inscrire la succession du président Karzai dans une certaine forme de continuité politique, tout en mettant en exergue trois personnalités aux profils, âges, expériences différentes mais parfaitement complémentaires. Les Etats-Unis regardent d'ailleurs avec bienveillance ce scénario.

¹ Cet article paraît dans le numéro de mars de la revue française *Défense nationale*. Elle paraît dans la RMS avec la permission de son auteur.

Le retour inéluctable des talibans à Kaboul ?

En parallèle, des négociations directes et approfondies entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les talibans ne s'inscrivent plus seulement dans une perspective éloignée mais sont devenues des réalités palpables sur lesquelles bâtir le principe de réconciliation nationale engagé par le Gouvernement afghan et soutenu par la Communauté internationale, à travers le High Peace Council (HPC) et l'Afghan Peace and Reintegration Program (APRP).

Chacun entend le poursuivre et le « médiatiser » à son propre rythme, sans réelle coordination, du reste, et surtout par le truchement de ses propres canaux. Il en résulte, par voie de conséquences, une incapacité à savoir qui détient réellement la clé de l'avenir afghan.

Certains analystes n'hésitent pas d'ailleurs à rappeler que le mouvement taliban n'est nullement unitaire. Certains y prônent un Djihad à but national (tels que le Mollah Omar ou Gulbuddin Hekmatyar) visant à reconquérir un pouvoir perdu en 2001.

D'autres, tels que Djalâlouddine Haqqani, les islamistes ouzbeks du MOI (Mouvement Islamique d'Ouzbekistan) ou encore les activistes ouïghours, revendiquent le maintien d'une stratégie de Djihad international, de part et d'autres de la Ligne Durand, voire au-delà, sur l'ensemble du territoire du Turkestan.

Dans ce contexte incertain, l'Arabie Saoudite a d'ailleurs renouvelé ses offres de services pour servir de facilitateur ! Hillary Clinton l'a d'ailleurs avouée sans ambages, « pour faire la paix, il faut mieux être deux »...

Reste à savoir si l'ancienne Secrétaire d'Etat américaine avait en tête les talibans ou leurs soutiens pakistanais, notamment la nébuleuse des services de renseignement, au premier chef de laquelle, la Direction pour le renseignement inter-service (Inter-Service Intelligence - ISI), tutrice plus ou moins ostensible de la mouvance talibane et des organisations terroristes qui combattent la coalition et le gouvernement de Kaboul ?

L'arrivée au poste de Secrétaire d'Etat de John Kerry, fin connaisseur des subtilités de la vie politique afghane, ne devrait pas modifier cet agenda.

Il n'est pas impossible de penser néanmoins que le Pakistan vise à renforcer les talibans dans la perspective de ces négociations, notamment en vue de leur réintégration dans le jeu politique afghan post-2014, c'est-à-dire quand le plus gros, si ce n'est la quasi-totalité des 130'000 hommes de la FIAS aura quitté le pays.

Quel agenda pour l'après 2014 ? Différences d'appréciation vu de Paris ou de Washington ?

On le sait, la France semble un peu à la traîne quant à ces perspectives post-2014. Tout juste trouve-t-elle pertinent de faire rencontrer et dialoguer les acteurs de la scène politique afghane dans la « convivialité stratégique » de la ville de Chantilly !

Une réunion qui se voulait pourtant, confidentielle, à l'invitation du Gouvernement français et sous l'égide de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), de cette opposition « éparse » s'est tenue à Paris, fin décembre dernier, dans le but de ne présenter qu'un candidat

accepté par toutes les parties afghanes, et ce à l'occasion du scrutin présidentiel d'avril 2014.

La perspective des prochaines élections présidentielles d'avril 2014 et le contexte sécuritaire post-2014 semble néanmoins devoir être quelque peu occultée au profit du processus de réconciliation et de réintégration, eu égard à la présence de haut responsables issus de la mouvance talibane - tels que Maulvi Shahabuddin Dilawar, figurant pourtant toujours sur la liste des Nations Unies recensant les personnes affiliées ou membres d'organisations terroristes - ou encore Gharat Baheer, le négociateur désigné par le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar.

C'est néanmoins la première fois que la France semble ainsi ouvrir - à l'instar des récents pourparlers avec les Américains à Doha, où les talibans ont ouvert une représentation (dirigée par Dilawar) - la voie à un dialogue « direct » avec les talibans et leurs partenaires du Hezb-e-Islami, particulièrement actif en Kapisa, province où était stationné le dispositif militaire combattant récemment rapatrié à Kaboul, et ce depuis le début de l'insurrection. Le QG d'Hekmatyar était d'ailleurs situé aux confins de la province de Kapisa et du district de Surobi, avant l'offensive de la coalition à l'automne 2001.

Une prochaine réunion « interafghane » devrait aussi se tenir au cours du premier trimestre 2013 au Turkménistan, sous les auspices de l'ONU. Le Pakistan semble avoir « tacitement » autorisé ces discussions autour de la paix (en octroyant un visa pour le déplacement de la délégation des Taleb) pour se rendre à Doha.

Outre de faire parler davantage hors du pays, l'opposition politique et parlementaire qu'à Kaboul, l'on est en droit de se demander si cette option, légitime et réaliste, visant





Une des difficultés principales dans les opérations de stabilisation est de garantir la mobilité.



à faire émerger à la fois une succession à Karzai comme d'offrir une alternative au retour des talibans à Kaboul, sera aussi privilégiée par nos partenaires otaniens de la coalition ?

Ces derniers, comme évoqué précédemment, continuent, au contraire, de penser que le dialogue direct et privilégié avec les Shuras de Quetta et Peshawar, le Hezb-e-Islami (HIG) et le réseau Haqqani est la solution à une transition « en douceur ».

N'aurait-il pas mieux valu ne pas participer aux négociations directes avec la mouvance talibane, tant que celle-ci n'aura pas souscrit aux conditions posées par le plan de réconciliation nationale - tel qu'il a été rappelé lors de la conférence pour la paix du 22 septembre dernier à Kaboul ?

Ces conditions sont pourtant claires : renonciation à la lutte armée ; respect de la constitution ; preuve d'aucun lien avec Al Qaeda ; respect des droits des femmes et des minorités ; restitution des armes en leur possession.

Nombre de think tanks, tels que l'International Crisis Group de Bruxelles, ou encore le Royal United Services Institute (RUSI) de Londres, ou encore le chercheur français du CERI, Gilles Dorronsoro, n'hésitent néanmoins plus à évoquer une « stratégie gagnante des talibans » qui les ramèneraient inexorablement au pouvoir à Kaboul.

L'étude la plus détonante, « Perspectives talibanes sur la réconciliation », émane de quatre chercheurs du RUSI (Michael Semple, Theo Farrell, Anatol Lieven, Rudra Chaudhuri) qui, en septembre dernier, sous couvert d'Interview avec quatre hauts responsables insurgés

afghans, évoquent trois conditions pour un cessez-le-feu acceptable - du point de vue des insurgés.

Les quatre talibans qui se sont confiés aux experts du RUSI affirment être prêts à se désolidariser d'Al-Qaïda, voire à aider les Occidentaux à les chasser d'Afghanistan. En échange de quoi, ils accepteraient ainsi une présence américaine sur cinq bases afghanes au-delà de 2014 - telle que le prévoit l'accord stratégique Etats-Unis/Afghanistan ratifié par le Parlement afghan en avril dernier - à condition que les militaires américains n'interfèrent pas dans la vie religieuse et politique du pays ; enfin, ils se disent prêts à un cessez-le-feu dans le cadre d'une solution globale du conflit, pourvu que cela ne soit pas interprété comme une capitulation de leur part.

Alors que le partenariat stratégique entre l'Afghanistan et les Etats Unis n'est toujours pas ratifié ni au Congrès américain, ni au Parlement afghan, les Etats-Unis semblent devoir réduire considérablement leurs objectifs militaires post-2014. Ce sera là, le premier dossier que devra gérer le nouveau Secrétaire à la Défense, Chuck Hagal.

Parmi les sujets d'interrogations majeurs au niveau du Pentagone : le volume d'hommes qui restera après la transition et le retrait de la plupart des forces combattantes entre 2014 et 2025. Si l'on évoquait fréquemment le chiffre symbolique de 20'000 GI's dans les bases que prévoit l'accord, c'est désormais une épure à moins de 10'000 soldats qui tiendrait la corde.

Certains au sein du Pentagone n'hésitent ainsi plus à évoquer que le nombre de militaires américains ne dépasserait pas 3'000 hommes. Il circule même une « option zéro » dans laquelle ne serait stationné que quelques centaines d'hommes dédiés à la protection de la méga ambassade américaine à Kaboul ; scénario qui ressemble à celui appliqué en Irak depuis le retrait américain de 2010 !

En parallèle, les Etats-Unis pensent néanmoins que leur présence est toujours aussi importante en Asie centrale.

En témoigne la construction d'une nouvelle base au Tadjikistan, venant compléter celle déjà louée aux autorités kirghizes, à Manas, voire ouvrant la voie à d'autres installations : celle de Termez en Ouzbékistan qui sert de base logistique à la Bundeswehr et aux forces néerlandaises est la plus fréquemment citée.

La base au Tadjikistan servira avant tout de base logistique mais pourrait bien accueillir aussi les militaires américains qui s'impliqueront dans l'entraînement et l'accompagnement des forces régionales désormais impliquées dans la lutte contre le narco-trafic et ses ramifications terroristes et insurrectionnels.

L'on assiste ainsi sans doute, sur fond de désengagement afghan, à l'ancrage durable de troupes de Centcom (commandement des forces américaines couvrant la zone du Moyen-Orient et l'Asie), toujours actives en matière de contre-terrorisme, tout autour de l'Afghanistan et du Pakistan, dans les pays limitrophes d'Asie centrale.

Vers une régionalisation post-conflit ?

On le comprend, le contexte général à Kaboul, semble confirmer que la sortie de crise réside autant dans le passage de relais entre l'OTAN et les autorités afghanes

qu'entre la communauté internationale et les puissances régionales avoisinantes.

Ces dernières, qui se sont réunies il y a quelques mois en Chine, sous l'égide de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), puis à Kaboul en juin dernier, dans le cadre de la Conférence « Heart of Asia » confirment que l'Afghanistan se cherche une place dans le cadre de l'intégration régionale centrasiatique et les aspirations à la constitution d'un nouveau partenariat géopolitique et géoéconomique eurasiatique, à l'instar des déclarations récentes de Dmitri Medvedev et de Vladimir Poutine.

Parmi les voisins les plus pro-actifs, l'Ouzbékistan semble le plus constant. Vu de Tachkent, cette implication s'inscrit dans le contexte d'un net réchauffement des relations bilatérales et multilatérales avec la Chine. Cette dernière semble ainsi séduire et convaincre des ex-républiques soviétiques devenues peu ou prou des Etats satellites de la Russie et ce notamment quant à sa vision globale de sa politique de défense et de diplomatie.

C'est ce qu'est venu rappeler le discours annuel du Président Karimov, prononcé le 8 décembre dernier devant le Parlement réuni pour la date anniversaire de la proclamation de la constitution de 1992. Il y a aussi été fait clairement mention d'une stratégie régionale de la sortie de crise afghane, doublée d'une relance du projet « 6+3 ».

Ce dernier viserait à associer non seulement les six Etats voisins de l'Afghanistan (Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Pakistan, Chine, Iran) + Russie + Etats-Unis (déjà réunis depuis 1999 dans le cadre du dialogue « 6+2 ») mais en y ajoutant aussi l'OTAN. Cet « ajout » permettrait ainsi non seulement à l'Alliance de justifier sa présence locale, mais aussi d'élargir ses missions à la dimension régionale.

Ce projet, cher au président ouzbèke, initialement laissé en jachère depuis sa première mention en avril 2008 lors du Sommet de l'OTAN de Bucarest, semble ainsi renaître de ses cendres.

Ces voisins confirmeront aussi très certainement cet intérêt en proposant, à l'instar de l'Inde de poursuivre la formation militaire prodiguée pour l'heure par les forces de l'Otan. Les Chinois et les Russes regardent eux aussi avec intérêt un marché d'armement de forces de sécurité qui seront portées à hauteur de 230'000 hommes d'ici 2017.

Bref, nos partenaires afghans ont, du reste, légitimement raison quand ils indiquent que nous risquons de « manquer » notre sortie si nous ne préparons pas nous aussi la suite, c'est-à-dire la période de transformation du pays qui va s'ouvrir en 2014 et, qui à l'horizon 2025, nécessitera une capacité de prospective économique que la France aurait dû engager déjà depuis longtemps, à l'instar de nos amis allemands ou italiens.

Ce ne sont hélas pas les maigres mobilisations d'entreprises françaises (aucune n'est présente en Kapisa ou en Surobi alors que la France y a investi à travers son Pôle de stabilité plus de 30 millions d'euros), encore moins les balbutiements ratés de l'approche globale, mêlant perspectives de stabilisation et actions civilo-militaires, telle que la France a voulu associer à son dispositif militaire, qui vont contribuer à assurer et à pérenniser la place de la France en Afghanistan.

Le retrait des forces militaires combattantes d'Afghanistan, qui devra s'accompagner de l'indispensable consolidation de l'aide civile française, qui a été portée à 300 millions sur la période de cinq ans que couvre le partenariat stratégique signé le 27 janvier 2012 entre nos deux pays, est ainsi une opportunité à saisir.

Pour rappel, la France n'est que le 21^e bailleur international. Elle n'est que le 24^e pays contributeur, alors qu'elle possédait - avant le retrait - le 4^e plus important contingent militaire : à peu près 4'000 soldats !

Nos alliés ont, quant à eux, résolument choisi de transformer une décennie de présence militaire en un engagement économique durable : l'enjeu est considérable, l'on parle d'un potentiel de 1'000 à 3'000 milliards de dollars rien que pour le secteur minier.

Partir trop tôt et ne pas réussir à préparer le continuum entre sortie de crise et gestion post-conflit, aurait comme corollaire principal, en effet, de ne plus avoir notre mot à dire pour l'Afghanistan de demain et l'Asie centrale d'après-demain.

Le Turkestan, appellation russe pour l'Asie centrale, est pourtant déjà le poumon vital d'une mondialisation, orientale et continentale.

E. D.

